

Des sciences sociales vigilantes aux sciences sociales politiques – Fabien GRANJON

En plus des articles documentés qui sont autant de ressources pour des étudiants, la Web-revue se veut aussi un lieu de débats théoriques. A ce titre, Fabien Granjon, professeur des universités à Paris 8 et directeur du CEMTI (Centre d'Etudes sur les Médias, les technologies, et l'internationalisation) apporte sa réponse à une question capitale pour la Web-revue : qu'est-ce qui constitue une "approche critique" dans les sciences sociales ?

Article interdit à la reproduction payante.

Dans le champ des sciences sociales, la « question de la critique » tend, en premier lieu, à opposer les chercheurs qui envisagent l'activité « critique » comme consubstantielle à la pratique des sciences sociales, à ceux (dont nous sommes) qui considèrent qu'il s'agit plutôt d'une option axiologique posant la nécessité de bouleverser l'ordre social et exigeant donc de s'interroger sur la façon dont on peut « *intervenir sociologiquement en politique* » (Mauger, 2013 : 5). Dans un cas, la « critique » n'a nullement partie liée à la *praxis* [1], si ce n'est peut-être sous couvert de son accrochage potentiel, *ex post*, à des problèmes sociaux transmués en débats sociétaux. Dans l'autre cas, la *praxis* est l'horizon pratique de l'activité scientifique, elle en est une des normes à part entière. En second lieu, la « question de la critique » tend à générer une autre partition quant à la place et au rôle des sujets sociaux enquêtés. Notamment, certains des chercheurs considérant les sciences sociales comme étant « normalement critiques » dénoncent l'activité scientifique axiologiquement critique en ce qu'elle placerait le chercheur en position de surplomb vis-à-vis de sujets sociaux à qui il serait tenté de donner des leçons (plutôt que des armes), instituant ainsi, comble de la violence symbolique, une relation de domination sous couvert de participation aux élans émancipateurs des individus « ordinaires » (Verdrager, 2010). Ces deux principes de partage qui se superposent, tendent donc à dessiner, *grosso modo*, une ligne de démarcation opposant les sciences sociales qui seraient centralement intéressées par l'analyse critique des ordres sociaux et par les faits sociaux de déprise des formes de domination qui s'exercent en leur sein, aux sociologies qui, elles, ne prêteraient que conditionnellement attention aux phénomènes d'assujettissement, d'inégalités, de domination, de pathologie, etc., ainsi qu'aux phénomènes émancipateurs leur faisant écho. À la différence de focale épistémologique/axiologique, s'ajoute donc logiquement une dissemblance quant aux domaines d'objets à privilégier : « sélectivité critique engagée » d'un côté, « attention œcuménique neutre » de l'autre. *In fine*, ce sont donc, parfois avec de notables nuances, des visions des sciences sociales qui cohabitent, mais nourrissent à l'encontre les unes des autres de substantielles défiances.

De la vigilance au politique

L'éloignement maximum de la nécessité d'avoir en quelque sorte à prendre part politique nous semble particulièrement bien représenté par les sociologies pour lesquelles le seul ordre social méritant attention est l'ordre social interactionnel directement observable (*witnessable social order* – e.g. l'ethnométhodologie – Garfinkel, 1967). Leurs plus fervents zélateurs considèrent que les sociologies « traditionnelles » et critiques se fourvoient en voulant étudier des ordres sociaux cachés (*hidden social orders*), alors que l'important serait de montrer « *la manière dont les membres de la société produisent et soutiennent des régimes ordonnés observables par leurs propres actions* » (Livingston, 2008 : 124). L'hyper-empirisme de ces approches permet, certes, l'élaboration d'une théorie de la pratique située au sens le plus strict et réducteur du terme, mais attache les sciences sociales à un scientisme trivial qui récuse la possibilité même de s'inscrire dans une démarche scientifique historicisante et objectivante, autrement que par le biais d'une praxéologie positiviste. Le « sens du réel » ne peut évidemment être, ici, mis en regard d'un « *sens du virtuel [refusant] l'idée que ce qui est devait nécessairement être [et résistant] à la dictature stupide des faits* » (Bensaïd, 2008 : 40). Pour les sociologies fondées sur cette radicalité « micronaturaliste », la nécessité critique ne semble tout bonnement pas faire partie des questions vives devant structurer la pratique des sciences sociales. La plupart des sociologies entend toutefois faire sienne cette préoccupation, mais pour défendre l'idée de sciences sociales qui seraient « critiques » par nature. Non qu'elles feraient du couplage raison scientifique/raison politique l'impératif catégorique de l'activité scientifique, mais parce qu'à contrario de cette proposition d'appariement, les sciences sociales « convenablement pratiquées » (i.e. mettant en œuvre une vigilance épistémologique conséquente), permettraient

l'établissement d'une autonomie singulière, de se dégager des formes de sociologie spontanée et seraient donc par là même « critiques ». Les sciences sociales seraient donc critiques dans la mesure où elles seraient sceptiques, introduisant le doute dans la pensée. François Dubet (à gauche) écrit ainsi : « *Il me semble que la sociologie, ou la plupart des sociologies est "naturellement" critique. Elle est critique quand elle met à distance les manières spontanées d'interpréter la vie sociale, quand elle montre qu'il y a loin des principes affichés aux pratiques* » (Dubet, 2011 : 73). Nous ne saurions que souscrire à cette proposition, sauf que la prise de distance avec les prénotions qui est ici décrite s'avère étonnement appréhendée comme n'ayant aucunement besoin d'être solidaire d'autres formes de critique, notamment de celles qui seraient axiologiquement fondées de manière délibérée. Sortez les messieurs Jourdain des sciences sociales par la porte et ce sont les « critiques gentilshommes » qui rentrent par les fenêtres : « *Il suffit d'être ethnologue de sa propre société, de s'efforcer de la regarder comme si elle ne nous était pas familière, pour développer, sans même le vouloir, un point de vue critique* » (*ibid.* : 75). La « critique » se résume donc, en ce cas, à l'impératif de rupture. C'est également le point de vue développé par Pascale Haag et Cyril Lemieux qui raillent quelque peu les sciences sociales qui voudraient se revendiquer critiques sur d'autres bases que celles édictant les normes de la recherche scientifique :

Critiquer se révèle être, plutôt, l'une des opérations par lesquelles toute activité de recherche débute et sans laquelle elle ne débute pas – du moins pas réellement. Le geste de la critique, au demeurant n'est pas seulement inaugural : il est appelé indéfiniment, tout au long des étapes qui conduisent de l'ouverture d'une enquête à sa réalisation, puis à la rédaction de ses résultats et finalement à l'évaluation de ceux-ci par les pairs – évaluation à laquelle concourent également parfois, mais avec d'autres critères, les "profanes". Dans cette perspective, parler à propos des sciences sociales d'une nécessité de la critique, ce n'est pas, prioritairement, invoquer un impératif politique. C'est rappeler, avant tout, une exigence technique [...]. Que cette obligation technique constitutive de la pratique des sciences sociales permette la production de savoirs et de visions du monde social alternatifs, et susceptibles, par conséquent, d'avoir sur le fonctionnement des sociétés étudiées des effets politiques, voilà qui n'est pas douteux (Haag, Lemieux, 2012 : 13-14).

Intentionnellement politiques, les sciences sociales seraient douteuses, équivoques et ambiguës. En revanche, il serait tolérable qu'elles puissent l'être en quelque sorte « de surcroît », se laissant prendre dans « une temporalité externe qui est celle de la société en tant qu'elle sécrète des problèmes qui appellent des solutions politiques », et au surplus, toujours de la « précipitation » (Trom, 2012 : 92). Notre position est sensiblement différente. Nous considérons, en effet, qu'une science ne peut être pleinement critique dès lors qu'elle se contenterait seulement de répondre à des exigences méthodologiques (de rupture) et, par là, de s'assurer de rendre visible ou de renseigner sur des réalités sociales pas, peu ou mal connues. Autrement dit, les mérites de la critique ne peuvent se cantonner, selon nous, au dépassement des obstacles épistémologiques ou à une scolastique qui s'intéresse avant tout à « *la théorie ou plutôt [aux] théories elles-mêmes [afin d'en] scrute[r] et analyse[r] les imperfections, incertitudes et failles, mais aussi les réussites* » (Boudon, Bourricaud, 2002 : VIII). Par delà la nécessité de la rupture épistémologique, la critique telle que la définissent Haag et Lemieux tiendrait également au fonctionnement critique des sciences sociales, c'est-à-dire à l'exercice d'un contrôle et à une mise en débat des résultats par les pairs. Ici, la « critique » porte donc essentiellement sur les aspects épistémologiques, méthodologiques, théoriques et de connaissance liés à la pratique scientifique (i.e. une critique interne – Javeau, 2004), et de ce fait, elle est considérée comme ne portant aucune charge éthique. L'idée d'une science parfaitement neutre n'est-il pourtant pas autre chose qu'une fiction, de surcroît quand il est considéré que c'est cette neutralité qui précisément la rendrait « critique » ? Avec d'importantes nuances quant à la manière de considérer le principe de neutralité axiologique et quant au type de critique interne qu'elle permet (décrier les approches normatives vs. décrédibiliser les approches qui, ne portant pas attention aux phénomènes de domination, ne sauraient être considérées comme de véritables sociologies), on retrouve cette vision des choses jusque sous la plume des tenants de la sociologie bourdieusienne :

Si faire de la sociologie devait se réduire à rapporter ce que les "gens" disent ou savent, les sociologues devraient renoncer à toute prétention de scientificité... [...] Dans la mesure où l'ordre social est sous-tendu par des rapports de domination, [...] qu'elle le veuille ou non, la sociologie participe à la critique de l'ordre social. C'est pourquoi la sociologie, dans cette perspective, est inévitablement critique (Mauger, 2013 : 75-76).

Si l'on admet que les modèles théoriques qui entendent rendre raison de la réalité sociale le font toujours depuis des impératifs épistémiques et des intérêts de connaissance singuliers, il faut convenir du fait que la critique épistémologique ne constitue qu'un pan (essentiel) permettant l'évaluation de la production scientifique. Aussi, admettre que les « *modèles d'analyse sont toujours des constructions qui ne se valent pas toutes, sont plus ou moins pertinentes en fonction de ce que l'on cherche à mettre en évidence [et que] les discussions scientifiques peuvent alors avoir pour objectif de fixer quelle théorie permet le mieux de résoudre un type particulier de problème, mais jamais de trancher définitivement sur la question de la "théorie vraie" du monde social* » (Lahire, 2012 : 13-45), n'est *de facto* qu'à moitié satisfaisant. S'il est absolument nécessaire de se donner les moyens d'évaluer la qualité strictement scientifique des sciences sociales, il est tout aussi primordial, depuis la critique, de pouvoir juger de ces dernières en fonction de leurs capacités à rendre plus particulièrement intelligibles les phénomènes de domination s'exerçant sur les sujets sociaux. Contrairement à Bernard Lahire (1998) qui estime, pour sa part, qu'il n'est pas franchement possible de hiérarchiser les différents modèles d'analyse scientifiques, si ce n'est sous l'angle des impératifs épistémologiques (respect/non-respect des règles, heuristique de la méthode, etc.), nous considérons que les divers points de vue scientifiques, certes, peuvent se compléter, mais ne sont pas pour autant équivalents sous l'angle de la normativité critique (que mettent-ils en lumière ? Que laissent-ils dans l'ombre ?), laquelle permet de distinguer, à niveau scientifique équivalent, les constructions théoriques qui permettent le mieux de comprendre les multiples contraintes qui entravent l'émancipation et la réalisation de soi, notamment parmi les populations les plus bridées dans leur liberté.

Critiques « ordinaire » et « théorique »

En France, les sciences sociales critiques (tout particulièrement la sociologie bourdieusienne) ont été largement attaquées depuis la sociologie pragmatique de la critique initiée par Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991) et développée par les chercheurs du Groupe de sociologie politique et morale (GSPM-EHESS). Celle-ci visait à produire « *des recherches empiriques sur la façon dont les personnes mettent en œuvre leur sens de la justice pour se livrer à la critique, justifier leurs actions ou converger vers l'accord* » (Boltanski, 1990 : 124). Il s'agit donc d'une sociologie qui entend porter attention aux activités critiques ordinaires, au nombre desquelles on pourrait trouver des actions à la recherche d'accomplissements émancipateurs. En cela, elle entretient une proximité de surface avec la sociologie critique, mais s'en éloigne, car elle serait censée s'être libérée de toute prétention à la réalité et à la vérité, ne cherchant ni à expliquer, ni à comprendre, ni même à décrire la réalité sociale, mais à « *reconstituer de la façon la plus complète possible, l'espace critique à l'intérieur duquel l'affaire se noue et se joue* » (*ibid.* : 131). Finalement, la sociologie critique n'aurait pas réussi à dépasser une certaine forme de positivisme fondé sur le principe de coupure épistémologique, laquelle est censée faire sien le principe d'opposition entre raison théorique et raison pratique. La critique entérinerait ainsi une coupure entre le savant et le populaire et reproduirait, par là même, une forme de domination faisant fi des capacités critiques des sujets sociaux ordinaires qui seraient même parfois considérés par ladite critique comme, nous dit-on, des « *imbéciles souvent heureux de l'être* » (Dubet, 2011 : 81). La critique serait

donc gravement coupable de déni des capacités critiques des sujets eux-mêmes, lesquels n'auraient aucune raison d'accepter la domination symbolique des professionnels de la connaissance du social, censés savoir à leur place. Aristocratiques et surplombantes, les sciences sociales critiques feraient l'économie de penser les sujets sociaux comme participant d'une « commune humanité » (*ibid.* : 87).

On retrouve cette accusation sur le versant philosophique, par exemple chez Jacques Rancière, qui fait du principe d'égalitarisme radical quant aux capacités de chacun à prendre son destin en main de manière autonome, la colonne vertébrale de sa production théorique, remettant en cause le « *modèle selon lequel la science donnerait la connaissance qui, après cela, devrait équiper les gens pour qu'ils soient capable de faire les luttes* » (Rancière, 2013 : 140). Pour le philosophe, il s'agit là de la seule manière possible de faire concrètement advenir la puissance de penser et d'agir des individus. D'un point de vue moral, il semble en effet pour le moins discutable, voire douteux de remettre en cause le principe de « commune humanité » ou celui d'égalité des intelligences (Rancière, 1987). Le philosophe affirme que l'émancipation ne peut être simplement intellectuelle, ce dont nous voulons bien convenir, non pas pour considérer que le principe d'une émancipation par le savoir serait une illusion reproductrice d'inégalités, mais plus simplement parce que la critique théorique est une pratique concrète qui mobilise l'individu dans son rapport au monde. L'illusion, s'il y en a une, n'est-elle pas de penser que la version jacotiste [2] de l'émancipation (Rancière, 1987) puisse relever d'un spontanéisme mû par une *energeia*, une simple force en action dérogeant « *à une logique d'agrégation, de pesanteur, de gravité sociale, par une série d'actes disruptifs, dans une logique de l'égalité* » (Rancière, 2013 : 142). Savoir comment la société fonctionne n'a sans doute, en soi, jamais libéré les sujets sociaux ; en méconnaître pour partie les mécanismes ne saurait cependant non plus constituer un avantage. Le savoir, et notamment celui des sciences sociales critiques, peut toutefois bien constituer une scène d'ouverture du possible en décalant les perceptions par la critique du présent, en mettant au jour les conditions de possibilité de la domination et de l'autonomie, mais aussi en initiant par le mouvement même d'une pensée plus éclairée, une certaine forme d'autonomie (effets de connaissance). Rancière semble refuser catégoriquement aux sciences sociales la possibilité de pouvoir participer à la mise en capacité à agir des personnes, ou même seulement d'être éventuellement pourvoyeuses ne serait-ce que d'hypothèses quant aux manières de résister et d'enclencher les luttes pour l'autonomie, d'initier des ouvertures vers la construction d'espaces communs. « Décider qu'on est capable » et que l'on est tous également capables (une hypothèse de confiance) serait un postulat impératif et suffisant, si ce n'est à vouloir faire le lit de la réaction en faisant de la science une instance politique !

Sauf que la critique ne fait pas tant l'hypothèse (de défiance) d'une inégale distribution de propriétés ontologiques, qu'elle n'envisage les formes d'actualisation concrètes et socialement réparties de capacités. Autrement dit, il ne s'agit pas de remettre en cause, *ex ante*, les capacités des individus à produire des formes de critique, mais seulement de rester perplexe quant à la possibilité que ceux-ci ont d'engendrer une critique scientifiquement fondée, c'est-à-dire se rapprochant

davantage de la complexité d'une réalité concrète (n'épuisant évidemment pas cette réalité), toujours appréhendée au prisme d'une normativité qu'il s'agit de rendre intelligible. La différence est pour le moins de taille : démystification, projet de connaissance et analyses davantage détachées des opinions, du sens commun et des idéologies ne sont ni un positivisme, ni synonymes d'ethnocentrisme de classe, d'épistémocentrisme ou de racisme de l'intelligence et n'instruisent aucune coupure radicale entre un supposé sujet réfléchissant, celui qui pense le monde, et un sujet qui serait, lui, agissant, celui qui veut peser directement sur le monde. Reconnaître la « supériorité » du sociologue s'agissant de la production des savoirs scientifiques (i.e. de savoir-faire pratiques spécifiques) n'empêche absolument pas d'admettre l'existence de savoirs pratico-théoriques susceptibles d'être produits depuis des procédures non scientifiques ou simplement des situations qui peuvent d'ailleurs être en prise avec les sciences sociales, mais sans se soumettre à leurs normes de production. À l'instar de Maurice Merleau-Ponty (à gauche) qui insiste sur le fait que le sujet social est « *au monde avant de réfléchir sur lui de manière consciente* » (Bensaïd, 2010 : 173), les non-sociologues sont aussi réflexifs. Ils produisent une distanciation au monde qui ne se résume jamais complètement à des éléments relevant seulement d'un sens commun qui serait le produit d'une fausse conscience nécessairement aliénée. Le mélange singulier d'expériences sensibles, de réappropriation de discours des sciences sociales et autres connaissances savantes, ainsi que de savoirs ordinaires peut engendrer des manières d'être au monde et dans le monde qui sont autant d'ancrages pour le développement de rapports critiques à ce monde, lesquels ne sauraient être, répétons-le, exclusivement le fait de la raison et de l'objectivation scientifiques.

Sauf à considérer que les sujets sociaux sont des *cultural dopes* ("idiots culturels"), leurs idiosyncrasies alimentent effectivement des réflexions qui les amènent à minima à identifier et à évaluer leurs situations, notamment à partir de la mobilisation de diverses ressources à la fois réflexives et normatives. Ces appuis leur permettent donc de dresser des bilans de ce qu'ils vivent et notamment d'isoler leurs expériences négatives pour éventuellement les interroger, sans pour autant être toujours en mesure de développer des raisonnements allant au-delà de quelques évidences causales et de valeurs parmi les plus familières. L'auto-réflexion peut ouvrir les portes à certaines formes de distanciation (une conscience réfléchie de soi) autorisant une contestation de l'existant (indignation, dénonciation), mais ces dernières ne conduisent pas nécessairement à une analyse et une compréhension poussées des vécus, ni même d'ailleurs à envisager des situations alternatives susceptibles d'advenir. Les sciences sociales critiques, sans en faire des prérogatives exclusives, continuent à croire en leurs capacités dessillantes, non en palliant des ignorances issues de déterminations qui seraient indépassables, mais plus sûrement en remédiant à des phénomènes surmontables de méconnaissance : « *la sociologie [critique] permet surtout de mettre en évidence le fait que rien n'est inéluctable dans la domination et qu'il y a des conditions sociales à l'émancipation, comme idée et comme pratique politique* » (Poupeau, 2012 : 119-120). La méconnaissance n'est pas une fausse conscience, elle n'est pas « *absence de connaissance, mais [la] "particularisation" [d'un conditionnement social de la pensée]* » (Löwy, 2012 : 80). La sociologie pragmatique (avec d'autres) remet notamment en cause la nécessité d'une rupture avec le sens commun, et affirme refuser le point de vue censément transcendant propre aux opérations de

dévoilement des dispositifs de domination sociale, au profit d'un « *point de vue immanent et situé des critiques des acteurs* » (Pereira, 2013 : 63). La volonté de combattre les illusions doxiques qui naturalisent et ontologisent les asymétries sociales conduirait à un « *démarcationnisme (la science s'oppose au sens commun), un diffusionnisme (la science doit vasculariser le sens commun)* » (Verdrager, 2010 : 161), et *in fine* à instaurer des formes d'intimidation intellectuelle rendant « morose » comme le suggère Rancière : « *On peut même faire l'hypothèse qu'une bonne connaissance des déterminismes et des contraintes objectives peut avoir pour conséquence paradoxale d'inhiber la créativité qui a souvent besoin d'une légère dose d'"inconscience" et de scotomisation des contraintes réelles, pour pouvoir être menée à bien* » (Verdrager, 2010 : 202).

De facto, la charge politique de la critique (i.e. sa *praxis*) n'est pleinement effective que si elle veille à réduire les différences entre sens pratique et connaissance de la raison théorique, et à travailler l'entrelacement, pour paraphraser Gaston Bachelard, du monde « *où l'on pense* » et du monde « *où l'on vit* ». Si la « *position d'extériorité qui permet de se dégager des intérêts en lutte pour les considérer du dehors et les décrire* » (Boltanski, 1990 : 125) est au fondement de la sociologie défendant essentiellement une « critique » d'ordre épistémologique, elle n'est certainement pas au principe des sciences sociales critiques telles que nous les envisageons. Et ce qui semble échapper à la sociologie pragmatique de la critique, c'est que cette « convergence » des positions ne passe pas par l'abandon d'un matérialisme qui dialectise notamment le rapport individu/société, mais par le partage éventuel d'une normativité commune. Les sciences sociales critiques procèdent d'intérêts de connaissance axiologiquement fondés qui peuvent rentrer en résonance avec les appuis normatifs d'expériences à distance de la critique théorique. Si la raison de la critique théorique peut être distinguée de la raison de la critique-pratique, ce n'est pas tant au regard d'une différence fondamentale qui placerait l'une sous la direction de l'autre et donc insisterait, par là même, sur leur différence hiérarchique, qu'en raison de la manière dont elles ouvrent chacune l'histoire sur l'avenir, depuis des activités et des espaces sociaux différents. Contrairement à ce qu'affirme Rancière, les sciences sociales critiques ne norment pas par le savoir les pratiques politiques. Ce que préconise les sciences sociales critiques, c'est une dialectique entre une normativité établissant les critères de la « vie bonne » en partant de l'expérience négative des sujets sociaux et de la réalité concrète qui se trouve à son principe, et des sciences sociales qui, tout en en rendant compte et en y étant réellement sensible, peuvent également être porteuses de référents axiologiques à charge utopique, ne se contentant pas des soubassements éthiques « déjà-là ». La composition de ces deux moments est censée conduire à la construction d'un horizon politique pratique et d'un agir théorisé du changement social.

Pratico-théorique, la critique est doublement mobilisatrice. Elle l'est une première fois en ayant vocation à dénaturer, mettre au jour les ordres socio-symboliques, et supporter la puissance de penser des sujets sociaux ; elle l'est une seconde fois en poussant à un agir pratique conduisant potentiellement à l'émancipation, et dont les conditions de possibilité peuvent lui échapper en grande partie, mais dont elle peut néanmoins fournir des justifications pratiques (un dépassement qui peut être, en germe, mais qui n'est pas encore) et éventuellement morales (les valeurs légitimant

ce dépassement). Comme le souligne Aurélien Berlan : « *En raison de l'articulation entre théorie et pratique au sein de tout diagnostic, le pronostic n'est pas seulement justifiable d'un examen objectif des tendances, mais aussi d'une analyse des mobiles pouvant pousser à l'action sur lesquels on veut influencer dans l'espoir qu'ils se cristallisent eux-mêmes en tendances allant dans le bon sens* » (2012 : 53-54). La sociologie boltanskienne du début des années 1990 fait d'une normativité immanente la base des régimes de justice qu'elle théorise (les cités), mais ne l'envisage aucunement comme un point d'articulation pour mettre en œuvre cette *praxis*. L'approche matérialiste entendue comme théorie scientifique de la formation sociale et des rapports sociaux entend par exemple « *rompre avec les illusions de la conscience et du sens commun* », mais est-ce pour autant qu'elle « *vise à établir [uniquement] ce qui est et ne [pourrait donc] pas établir ce qui doit être* » (Pereira, 2013 : 65). Assurément pas. Les sciences sociales critiques ne peuvent faire autrement que d'être normatives. Contrairement à ce qu'Irène Pereira (à gauche) semble avancer, le recours à une norme n'est pas nécessairement « *une transcendance par rapport au fait* », car les faits étudiés ne sont pas dépourvus de charges axiologiques et leur étude critique est elle-même un fait normativement fondé qui ne mobilise aucunement « un niveau supérieur » qui s'opposerait au « réductionnisme matérialiste », lequel ne saurait être considéré comme elle tend, nous semble-t-il, à le faire, comme un simple scientisme empiriste. Pour cette raison, l'auto-socioanalyse est notamment perçue comme ne pouvant être qu'une vaine opération pour dégager « *ce qui pourrait rester en lui [le social scientist] de présupposés tacites et s'engager ainsi dans une régression à l'infini visant à dépouiller son travail de toute impureté* » (Boltanski, 1990 : 127). Il ne s'agit pourtant pas de recouvrer une position pure ou même neutre, mais au contraire d'objectiver le point de vue axiologique qui est au principe de la production scientifique critique, et en cela, nous pouvons suivre Boltanski quand il affirme, avec son vocabulaire, qu'il serait important que « *soit rendu explicite le principe de justice auquel est [toujours] reliée la critique et que soit clarifiée la définition qui supporte en amont la dénonciation, de ce qui fait la valeur des choses et des gens* » (ibid. : 130).

Conclusion

Quel rôle spécifique les sciences sociales critiques peuvent-elles bien jouer ? Du point de vue de la critique théorique et en première approximation, la réponse paraît relativement simple : en produisant des connaissances sur le social, étayées sur une démarche scientifique, elles participent à lever le voile sur les logiques de l'ordre social et productif qui, si elles s'offrent relativement aisément à l'entendement de par leurs conséquences symptomales (repérage de leurs principaux signes fonctionnels), s'avèrent moins aisément appréhendables s'agissant des causes de ces symptômes. Notamment, contre l'affirmation du conséquent (sophisme formel) qui entend expliquer les conditions d'existence, les souffrances et les pathologies sociales en les naturalisant, les sciences sociales critiques permettent de mettre au jour les formes de domination qui s'exercent sur les sujets sociaux et contribuent à rendre la réalité inacceptable aux yeux de ces derniers, lesquels sont ainsi aidés à en prendre la pleine mesure. Aussi, comme le rappelle Pierre Bourdieu, « *c'est en donnant une meilleure connaissance des lois du monde social que la science sociale donne le plus de liberté. Tout progrès dans la connaissance de la nécessité est un progrès*

dans la liberté possible » (1984 : 44). Sous condition de la critique, ce à quoi peuvent servir les sciences sociales semble donc relativement évident : révéler les idéologies dominantes, dé-fétichiser les rapports sociaux, armer intellectuellement les sujets, augmenter leur puissance de penser et les mettre, de ce fait, en capacité de sortir de la minorité : « *En définitive, il s'agit de travailler à une critique sociologiquement armée de l'idéologie dominante, avec la conviction que la mobilisation collective peut donner une chance au possible même s'il n'apparaît pas comme le plus probable* » (Mauger, 2013 : 7).

Notes

[1] Le terme *praxis* désigne une forme d'agir rationnel qui actualise la théorie à des fins d'émancipation.

[2] Dans *Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle* (1987), Jacques Rancière développe une critique égalitariste depuis l'expérience pédagogique de Joseph Jacotot (1770-1840), lecteur de littérature française à l'université de Louvain, puis professeur au Pays-Bas, bien qu'ignorant tout de la langue néerlandaise. Rancière part de cet exemple pour dénoncer le principe de l'explication, éclairante censée "*remédier à une incapacité à comprendre*", laquelle selon lui engendre en fait cette "*incapacité qui est la fiction structurante de la conception explicatrice du monde*".

Bibliographie

Bensaïd (Daniel), *Une radicalité joyeusement mélancolique. Textes (1992-2006)*, Paris, Textuel, 2010.

Bensaïd (Daniel), *Penser Agir*, Paris, Nouvelles éditions Lignes, 2008.

Berlan (Aurélien), *La fabrique des derniers hommes. Retour sur le présent avec Tönnies, Simmel et Weber*, Paris, La Découverte, 2012.

Boltanski (Luc), « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, vol. 3, n° 10-11, 1990, pp. 124-134.

Boltanski (Luc), Thévenot (Laurent), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

Boudon (Raymond), Bourricaud (François), *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 2002.

Bourdieu (Pierre), *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1984.

Dubet (François), *À quoi sert vraiment un sociologue ?* Paris, Armand Colin, 2011.

Garfinkel (Harold), *Studies in ethnomethodology*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1967.

Haag (Pascale), Lemieux (Cyril), « Critiquer : une nécessité », in Haag (Pascale), Lemieux (Cyril) dir., *Faire des sciences sociales. Critiquer*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2012, pp. 13-27.

Javeau (Claude), « Pourquoi la sociologie est-elle une science critique ? », *Éducation et Sociétés*, n° 13, 2004, pp. 57-70.

Lahire (Bernard), *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*, Paris, Seuil, 2012.

Lahire (Bernard), *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998.

Livingston (Eric), *Ethnographies of reason*, Aldershot, Ashgate, 2008.

Löwy (Michael), *Les aventures de Karl Marx contre le baron de Münchhausen*.

Introduction à une sociologie critique de la connaissance, Paris, Syllepse, 2012.
Mauger (Gérard), *Repères pour résister à l'idéologie dominante*, Bellecombe-en-Bauges, éditions du Croquant, 2013.
Pereira (Irène), « Repenser la tension entre critique et émancipation à partir de George Sorel », in Cukier (Alexis), Delmotte (Fabien), Lavergne (Cécile) dir., *Émancipation, les métamorphoses de la critique sociale*, Bellecombe-en-Bauges, éditions du Croquant, 2013, pp. 61-92.
Poupeau (Franck), *Les mésaventures de la critique*, Paris, Raisons d'agir, 2012.
Rancière (Jacques), « La question politique de l'émancipation », in Cukier (Alexis), Delmotte (Fabien), Lavergne (Cécile) dir., *Émancipation, les métamorphoses de la critique sociale*, Bellecombe-en-Bauges, éditions du Croquant, 2013, pp. 137-160.
Rancière (Jacques), *Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Fayard, 1987.
Trom (Danny), « À propos de la "dignité" de la sociologie. Réponse à Fabien Granjon », *Sociologie*, vol. 3, n° 1, 2012, pp. 91-93.
Verdrager (Pierre), *Ce que les savants pensent de nous et pourquoi ils ont tort. Critique de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, 2010.

Fabien Granjon a publié avec Dominique Cardon, "Médiactivistes" (Presses de Sciences Po, 2010).

Lire aussi de Fabien Granjon, "Le Web fait-il des révolutions ?" (2011)



GRANJON Fabien, « Des sciences sociales vigilantes aux sciences sociales politiques - Fabien GRANJON », *Articles* [en ligne], Web-revue des industries culturelles et numériques, 2014, mis en ligne le 1er mai 2014. URL : <http://industrie-culturelle.fr/industrie-culturelle/sciences-sociales-vigilantes-sciences-sociales-politiques/>